

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION GENERALE DU  
BUDGET ET DES FINANCES

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
*Travail-Liberté-Patrie*

# RAPPORT

## EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2019 à fin décembre 2019



# Sommaire

---

<b>Sommaire</b> .....	<b>1</b>
<b>Liste des sigles et acronymes</b> .....	<b>2</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>3</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b> .....	<b>4</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>I. Le contexte de l'exécution du budget</b> .....	<b>6</b>
<b>II. La réalisation des recettes du budget général</b> .....	<b>8</b>
<b>1. Les recettes budgétaires</b> .....	<b>9</b>
a. Les recettes fiscales.....	10
b. Les recettes non fiscales .....	15
c. Les dons projets et les dons programmes.....	18
<b>2. Les ressources de trésorerie</b> .....	<b>18</b>
<b>III. L'exécution des dépenses du budget général</b> .....	<b>20</b>
<b>1. Les dépenses budgétaires</b> .....	<b>21</b>
a. Les charges financières de la dette .....	24
b. Les dépenses de personnel .....	25
c. Les dépenses d'acquisition des biens et services.....	25
d. Les dépenses de transfert.....	26
e. Les dépenses d'investissement .....	26
<b>2. Les charges de trésorerie</b> .....	<b>28</b>
<b>IV. L'exécution des comptes spéciaux du Trésor (CST)</b> .....	<b>29</b>
<b>V. Le solde budgétaire</b> .....	<b>30</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>32</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>33</b>

# Liste des sigles et acronymes

---

CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DF	Direction des Finances
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNAFPP	Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnel
FNDF	Fonds National du Développement Forestier
FPDT	Fonds de Promotion et de Développement du Tourisme
FSDH	Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IRPP	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
IS	Impôt sur les Sociétés
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
OTR	Office Togolais des Recettes
PAPV	Programme d'Appui aux Populations Vulnérables
PGE	Paierie Générale de l'Etat
PIP	Programme des Investissements Publics
PUDC	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
RGE	Recette Générale de l'Etat
SAFER	Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SP- PRPF	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers
TPJH	Taxe sur les Produits des Jeux de Hasard
TSFCB	Taxe Spéciale sur la Fabrication et le Commerce des Boissons
TPU	Taxe Professionnelle Unique
FAT	Forces armées Togolaise

# Liste des tableaux

---

<b>Tableau n° 1.</b>	<b>Réalisation des recettes du budget général (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>8</b>
<b>Tableau n° 2.</b>	<b>Réalisation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>9</b>
<b>Tableau n° 3.</b>	<b>Situation détaillée du recouvrement des recettes fiscales (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>11</b>
<b>Tableau n° 4.</b>	<b>Réalisation et répartition des recettes liquides et non liquides (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>12</b>
<b>Tableau n° 5.</b>	<b>Impôts recouverts par les CI et CDDI (en milliards de FCFA).....</b>	<b>13</b>
<b>Tableau n° 6.</b>	<b>Autres recettes du commissariat des douanes (en milliards de FCFA).</b>	<b>14</b>
<b>Tableau n° 7.</b>	<b>Taxes recouvrées par le commissariat des douanes et droits indirects (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>14</b>
<b>Tableau n° 8.</b>	<b>Produits des amendes des Commissariats des impôts et des douanes (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>15</b>
<b>Tableau n° 9.</b>	<b>Situation détaillée du recouvrement des recettes non fiscales (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>16</b>
<b>Tableau n° 10.</b>	<b>Dons projets et dons programmes (en milliards de FCFA).....</b>	<b>18</b>
<b>Tableau n° 11.</b>	<b>Ressources de trésorerie (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>19</b>
<b>Tableau n° 12.</b>	<b>Exécution globale des dépenses du budget général (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>20</b>
<b>Tableau n° 13.</b>	<b>Exécution des dépenses budgétaires (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>21</b>
<b>Tableau n° 14.</b>	<b>Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution budgétaire (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>22</b>
<b>Tableau n° 15.</b>	<b>Exécution des dépenses aux différentes phases de la chaîne de la dépense (en milliards de FCFA).....</b>	<b>24</b>
<b>Tableau n° 16.</b>	<b>Tableau récapitulatif des exécutions des investissements publics par fonction (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau n° 17.</b>	<b>Exécution du PIP par fonction sur ressources externes (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau n° 18.</b>	<b>Exécution du PIP par fonction sur ressources internes (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>28</b>
<b>Tableau n° 19.</b>	<b>Situation de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>29</b>
<b>Tableau n° 20.</b>	<b>Situation résumée de l'exécution du budget de l'Etat .....</b>	<b>31</b>

## LISTE DES GRAPHIQUES

---

Graphique n° 1.	Réalisation des recettes budgétaires .....	10
Graphique n° 2.	Recouvrement des recettes fiscales .....	11
Graphique n° 3.	Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution .....	23

## LISTE DES ANNEXES

---

Annexe n° 1.	Tableau des effectifs des agents effectivement payés de la fonction publique à fin décembre 2019 .....	33
Annexe n° 2.	Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des dons (en milliards de FCFA) .....	34
Annexe n° 3.	Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des emprunts .....	
	(en milliards de FCFA) .....	35

# Introduction

---

L'article 74 de la loi organique n° 2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances (LOLF) prévoit que « sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, les commissions des finances veillent au cours de la gestion annuelle, à la bonne exécution des lois de finances. A cette fin, le Gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

La production et la publication de ces documents trimestriels répondent à une exigence de transparence en mettant à la disposition du Parlement et du public l'information sur l'exécution du budget. Ces rapports permettent au Parlement de suivre le respect de l'autorisation donnée lors du vote de la loi de finances et au Gouvernement d'orienter ses décisions en matière budgétaire.

Ce rapport présente la réalisation des recettes et l'exécution des dépenses du budget de l'Etat au 31 décembre 2019.

# I. Le contexte de l'exécution du budget

---

Le budget de l'Etat constitue l'instrument essentiel de la mise en œuvre de la politique budgétaire qui tire sa source de la politique générale du Gouvernement.

L'exécution de la loi de finances de l'année 2019 a été faite dans un contexte de la modernisation de la gestion à travers les réformes structurelles pour renforcer l'assainissement des finances publiques. Elle a permis de répondre à la nouvelle stratégie nationale de développement (PND) 2018-2022 dont la mise en œuvre, est amorcée en 2018, Ce nouveau cadre de référence jette les bases solides pour un développement durable, devant entraîner la modernisation du pays et son meilleur positionnement dans l'environnement sous régional et international.

De même, la poursuite de la mise en œuvre de la politique du secteur de l'économie numérique, secteur clé dans la modernisation de l'économie nationale sur la période 2018-2022, adoptée par le Gouvernement en 2017 et qui sert de cadre de référence tant pour les pouvoirs publics que pour l'ensemble des acteurs, permettra de faire du Togo un véritable hub logistique et financier (Axe 1 du PND) tout en continuant à apporter son appui pour la mise en œuvre effective et efficiente des deux (02) autres axes du PND qui sont :

- développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives ;
- consolider le développement social et renforcer le mécanisme d'inclusion sociale.

Par ailleurs, le Gouvernement a porté une attention particulière au programme triennal soutenu par la Facilité élargie de crédits (FEC) conclu avec le FMI qui est échu en 2019 avec les félicitations des partenaires.

En outre, il faut souligner qu'une importante place a été accordée au programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), au programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV), à l'emploi des jeunes à travers des recrutements dans différents secteurs ainsi qu'aux pôles de transformation que sont les agropoles dans la politique de développement de notre pays.

La politique budgétaire a été axée sur la poursuite des efforts de mobilisation des ressources internes, la meilleure allocation de ces ressources sur la base de l'efficacité des dépenses publiques et la maîtrise du déficit budgétaire.

En matière de ressources, la poursuite et l'approfondissement des réformes fiscales et opérationnelles ont amélioré significativement la performance de l'Office togolais des recettes (OTR).

Le Gouvernement a poursuivi d'une façon prudente sa stratégie d'endettement. A cet effet, il a mis un accent sur le recours aux dons projets et dons programmes et a privilégié les emprunts concessionnels tout en veillant à la soutenabilité à moyen et à long termes de la dette publique ainsi qu'au respect des normes de l'UEMOA et de la CEDEAO en matière d'endettement.

Afin de prévenir tout dérapage de nature à fragiliser les équilibres macroéconomiques, une gestion prudente et efficiente des dépenses a été de rigueur. Les dépenses d'investissement ont été exécutées conformément aux priorités de la politique définie par le Gouvernement. Elles ont été orientées vers les secteurs porteurs de croissance en lien avec le PND.

## II. La réalisation des recettes du budget général

Les recettes du budget général sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

A fin décembre 2019, le taux de réalisation des recettes du budget général est de 94,17%, soit un montant de recettes recouvrées de 1 343,78 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 1 426,94 milliards de FCFA. Les recettes du budget général sont en hausse de 16,56% par rapport à la même période en 2018.

**Tableau n° 1. Réalisation des recettes du budget général  
(en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Réalisation 4<sup>e</sup> trimestre 2019</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Réalisation fin déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018 – 2019</b>
<b>RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>864,16</b>	<b>541,94</b>	<b>276,46</b>	<b>818,40</b>	<b>94,70%</b>	<b>759,41</b>	<b>7,77%</b>
Recettes fiscales	669,50	456,46	168,54	625,00	<b>93,35%</b>	560,53	<b>11,50%</b>
Recettes non fiscales	69,44	46,64	24,33	70,97	<b>102,20%</b>	92,99	<b>-23,68%</b>
Dons projets	99,06	38,84	21,52	60,36	<b>60,93%</b>	72,71	<b>-16,99%</b>
Dons programmes (Appuis budgétaires)	26,15	0,00	62,07	62,07	<b>237,36%</b>	33,18	<b>87,07%</b>
<b>RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>562,79</b>	<b>299,50</b>	<b>225,88</b>	<b>525,38</b>	<b>93,35%</b>	<b>393,46</b>	<b>33,53%</b>
Produits de privatisation	48,26	<b>0,00</b>	48,26	48,26	<b>100,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>
Emprunts projets	81,39	31,67	30,43	62,10	<b>76,30%</b>	58,19	<b>6,72%</b>
Emprunts obligataires	233,04	247,5	22,00	269,50	<b>115,65%</b>	295,25	<b>-8,72%</b>
Autres emprunts	200,10	20,33	125,19	145,52	<b>72,72%</b>	40,02	<b>263,62%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 426,94</b>	<b>841,44</b>	<b>502,34</b>	<b>1 343,78</b>	<b>94,17%</b>	<b>1 152,87</b>	<b>16,56%</b>

*Sources : DGBF, RGE, OTR, DDPF, ACCE*

## 1. Les recettes budgétaires

Selon l'article 8 de la LOLF n° 2014-013 du 27 juin 2014, les recettes budgétaires comprennent les impôts, les taxes ainsi que les produits des amendes, les rémunérations des services rendus et redevances, les fonds de concours, dons et legs, les revenus des domaines et des participations financières ainsi que les produits divers.

Dans la loi de finances 2019, les prévisions relatives à ces recettes sont présentées par nature économique de la manière suivante : les recettes fiscales, les recettes non fiscales, les dons projets et les dons programmes.

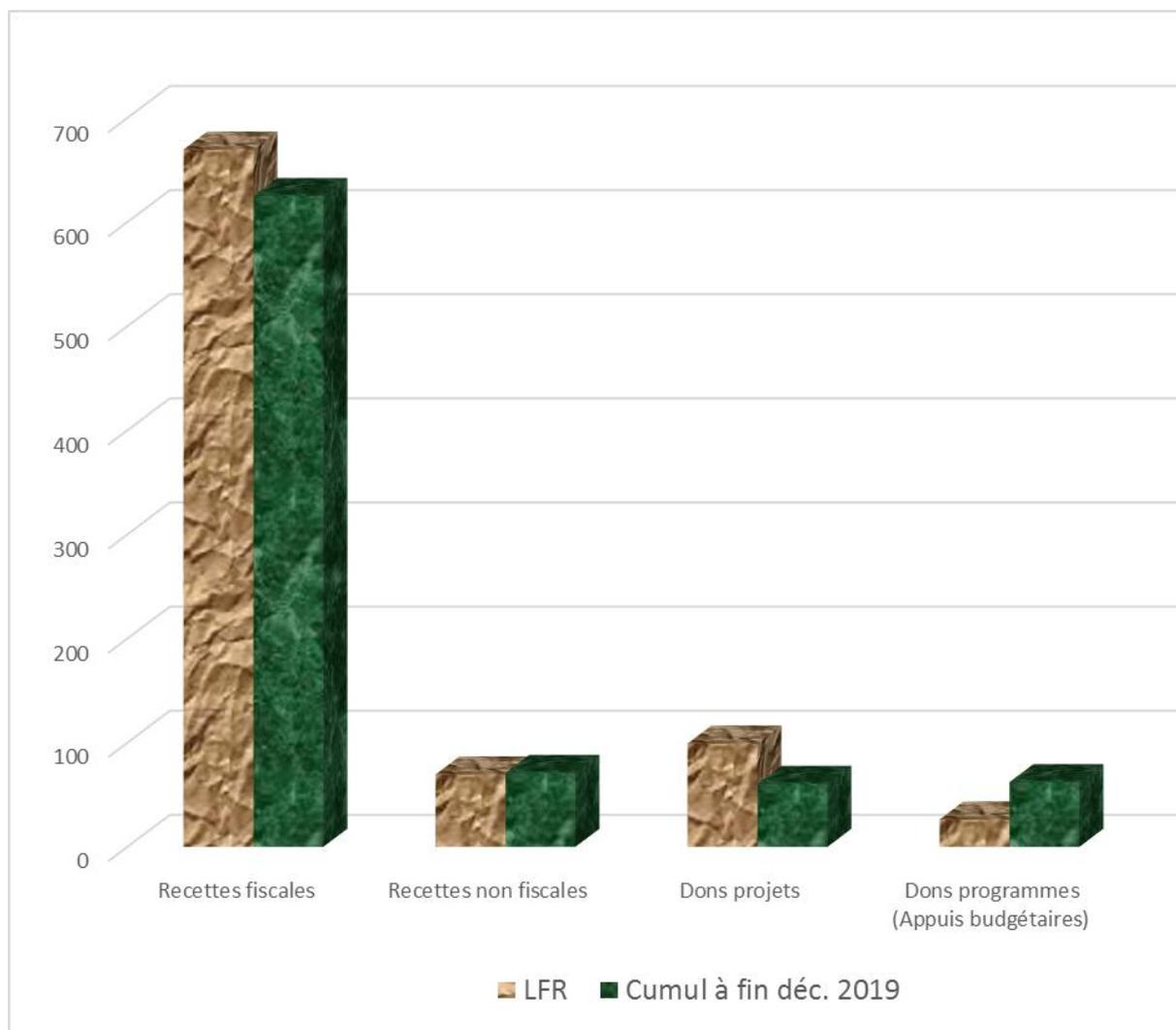
Au 31 décembre 2019, le taux de réalisation des recettes budgétaires est de 94,70%, soit un montant de 818,40 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 864,16 milliards de FCFA. On note une augmentation de 7,77% par rapport à fin décembre 2018 due essentiellement à une forte progression de réalisation des dons programmes et des recettes fiscales.

**Tableau n° 2. Réalisation des recettes budgétaires (en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Réalisation 4<sup>e</sup> trimestre 2019</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Réalisation 31 déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018 - 2019</b>
Recettes fiscales	669,50	456,46	168,54	625,00	<b>93,35%</b>	560,53	<b>11,50%</b>
Recettes non fiscales	69,44	46,64	24,33	70,97	<b>102,20%</b>	92,99	<b>-23,68%</b>
Dons projets	99,06	38,84	21,52	60,36	<b>60,93%</b>	72,71	<b>-16,99%</b>
Dons programmes (Appuis budgétaires)	26,15	0,00	62,07	62,07	<b>237,36%</b>	33,18	<b>87,07%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>864,16</b>	<b>541,94</b>	<b>276,46</b>	<b>818,40</b>	<b>94,70%</b>	<b>759,41</b>	<b>7,77%</b>

Sources : DGBF, RGE, OTR, DDPF

**Graphique n°1. Réalisation des recettes budgétaires**



Source : DGBF

### **a. Les recettes fiscales**

Les recettes fiscales sont les recettes résultant des prélèvements obligatoires opérés par l'Etat sous forme d'impôts et taxes.

Au 31 décembre 2019, pour une prévision annuelle des recettes fiscales de 669,50 milliards de FCFA, 625,00 milliards de FCFA ont été recouvrés, soit un taux de réalisation de 93,35%.

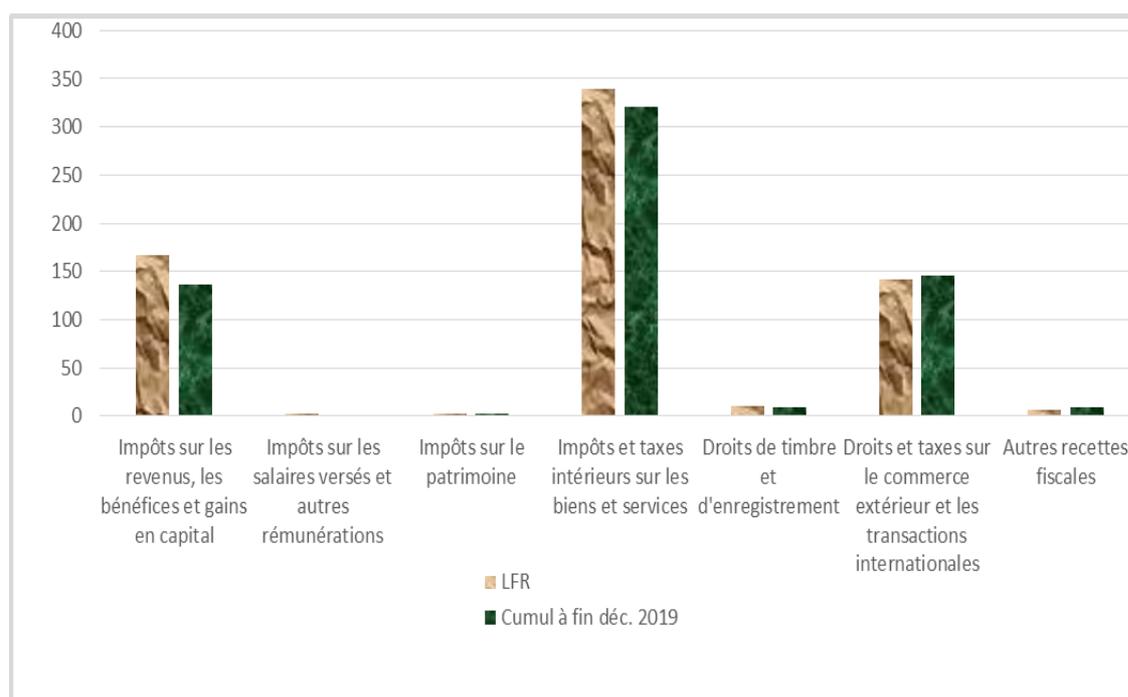
Comparée à la réalisation de la même période en 2018, on note une hausse de 11,50%, soit 64,47 milliards de FCFA en valeur absolue.

**Tableau n° 3. Situation détaillée du recouvrement des recettes fiscales  
(en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Réalisation 4è trimestre 2019</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Réalisation fin déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018 - 2019</b>
<b>Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital</b>	166,73	103,74	33,11	136,85	<b>82,08%</b>	118,12	<b>15,86%</b>
<b>Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</b>	1,92	0,99	0,13	1,12	<b>58,33%</b>	3,25	<b>-65,54%</b>
<b>Impôts sur le patrimoine</b>	1,89	1,51	0,42	1,93	<b>102,12%</b>	1,74	<b>10,92%</b>
<b>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</b>	339,91	225,47	95,35	320,82	<b>94,38%</b>	289,03	<b>11,00%</b>
<b>Droits de timbre et d'enregistrement</b>	10,63	6,59	2,86	9,45	<b>90,00%</b>	9,82	<b>-3,77%</b>
<b>Droits et taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	141,70	111,04	35,09	146,13	<b>103,13%</b>	129,94	<b>12,46%</b>
<b>Autres recettes fiscales</b>	6,72	7,12	1,58	8,70	<b>129,46%</b>	8,63	<b>0,81%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>669,50</b>	<b>456,46</b>	<b>168,54</b>	<b>625,00</b>	<b>93,35%</b>	<b>560,53</b>	<b>11,50%</b>

**Source:** OTR

**Graphique n°2. Recouvrement des recettes fiscales**



**Source:** DGBF

Parmi les recettes recouvrées au 31 décembre 2019, certaines ne donnent pas lieu à des encaissements effectifs ; elles sont qualifiées de recettes non liquides. La réalisation et la répartition des recettes liquides et non liquides sont présentées dans le tableau 4 suivant :

**Tableau n° 4. Réalisation et répartition des recettes liquides et non liquides (en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
<b>Recettes liquides</b>	<b>585,24</b>	<b>391,21</b>	<b>143,09</b>	<b>534,30</b>	<b>91,30%</b>	<b>486,09</b>	<b>9,92%</b>
<b>Recettes non liquides</b>	<b>84,26</b>	<b>65,25</b>	<b>25,45</b>	<b>90,70</b>	<b>107,64%</b>	<b>74,44</b>	<b>21,84%</b>
Exonérations	58,45	53,43	21,32	74,75	127,89%	55,10	<b>35,66%</b>
Chèques trésors	25,81	11,82	4,13	15,95	62,15%	19,34	-17,53%
<b>TOTAL</b>	<b>669,50</b>	<b>456,46</b>	<b>168,54</b>	<b>625,00</b>	<b>93,35%</b>	<b>560,53</b>	<b>11,50%</b>

*Source : OTR*

Les recettes fiscales, constituées essentiellement des impôts, des taxes et des produits des amendes, sont collectées par le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) de l'OTR.

- *Impôts*

Pour une prévision annuelle de 660,56 milliards de FCFA, les recouvrements au 31 décembre 2019 s'élèvent à 611,97 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,64%. Ils connaissent une hausse de 12,17% par rapport à la même période un an plus tôt. Le détail de ces impôts par commissariat est consigné dans le tableau 5 ci-après :

Tableau n° 5. Impôts recouvrés par les CI et CDDI (en milliards de FCFA)

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	RECOUVREMENT					
			Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
COMMISSARIAT DES IMPÔTS	Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers	0,36	0,21	0,05	0,26	72,22%	0,37	-29,73%
	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	12,84	9,57	2,12	11,69	91,04%	11,18	4,56%
	IRPP (non ventilé)	43,62	27,06	9,83	36,89	84,57%	33,04	11,53%
	Impôt sur les Sociétés	95,99	58,13	18,54	76,67	79,87%	64,85	18,23%
	Prélèvement BIC	12,79	8,09	2,30	10,39	81,24%	7,63	36,17%
	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	0,38	0,26	0,08	0,34	89,47%	0,33	3,03%
	Droits d' Accises/Produits Pétroliers	23,66	15,16	5,45	20,61	87,11%	22,98	-10,31%
	<i>dont SAFER</i>	12,64	7,16	3,84	11,00	87,03%	12,68	-13,25%
	Autres Droits d'Accises	17,96	11,46	4,78	16,24	90,42%	11,83	37,28%
	Droits de Timbres	3,24	2,19	0,88	3,07	94,75%	3,26	-5,83%
	Droits d'enregistrement	7,39	4,40	2,35	6,39	86,47%	6,55	-2,44%
	TC-IRPP	1,13	0,68	0,27	0,95	84,07%	1,04	-8,65%
	Taxe/Salaire	1,92	0,99	0,10	1,09	56,77%	3,30	-66,97%
	TSFCB	0,75	0,44	0,04	0,48	64,00%	1,52	-68,42%
	Taxe Fonc. /PB	1,50	1,20	0,33	1,53	102,00%	1,50	20,00%
	Taxe Fonc. /PNB	0,01	0,06	0,00	0,06	600,00%	-	-
	TPU régime déclaratif	0,69	0,44	0,15	0,59	85,51%	-	-
	Taxe professionnelle	4,85	4,70	0,36	5,06	104,33%	7,27	-30,40%
	Patente	0,61	1,51	0,40	1,91	313,11%	-	-
	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)	0,02	0,18	0,04	0,22	11,00%	-	-
	Taxe sur les Véhicules des Sociétés (TVS)	0,53	0,24	0,02	0,26	49,06%	0,31	-16,13%
Taxe sur Valeur Ajoutée (TVA)	103,49	67,42	40,67	108,09	104,44%	95,33	13,39%	
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	11,92	8,01	2,46	10,47	87,84%	11,51	-9,04%	
TPJH	1,65	1,06	0,28	1,34	0,81%	1,18	13,56%	
Taxe à l'émission des billets d'Avion (TEBA)	0,44	0,27	0,07	0,34	77,27%	-	-	
Taxe/Conv. d'assurance	3,18	1,72	0,53	2,25	70,75%	2,16	4,17%	
<b>TOTAL CI</b>	<b>350,92</b>	<b>225,42</b>	<b>91,82</b>	<b>317,24</b>	<b>90,40%</b>	<b>287,56</b>	<b>10,32%</b>	
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	Droit de douane	104,87	77,52	26,02	103,54	98,73%	90,19	14,80%
	Redevance Statistique	21,33	17,46	5,55	23,01	107,88%	18,45	24,72%
	Timbre Douanier	0,31	0,23	0,06	0,29	93,55%	0,28	3,57%
	Prélèvement National de Solidarité	4,06	3,26	1,02	4,28	105,42%	3,89	10,03%
	Taxe sur la valeur ajoutée	176,32	119,52	40,99	160,51	91,03%	142,21	12,87%
	Taxe à l'exportation	2,76	2,29	0,81	3,10	112,32%	2,98	4,03%
	<b>TOTAL CDDI</b>	<b>309,64</b>	<b>220,28</b>	<b>74,45</b>	<b>294,74</b>	<b>95,19%</b>	<b>258,00</b>	<b>14,24%</b>
<b>TOTAL CI +CDDI</b>	<b>660,56</b>	<b>445,70</b>	<b>166,27</b>	<b>611,97</b>	<b>92,64%</b>	<b>545,56</b>	<b>12,17%</b>	

Source : OTR

- *Autres recettes*

Pour une prévision annuelle de 4,17 milliards de FCFA, les recouvrements à fin décembre 2019 s'élèvent à 7,42 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 177,94%. Elles sont en baisse de 25,13% par rapport à la même période en 2018. Cette forte baisse s'explique par la régression de la vente en 2019 des produits issus de la contrebande. Le détail des autres recettes est consigné dans le tableau 6 ci-après :

**Tableau n° 6. Autres recettes du commissariat des douanes (en milliards de FCFA)**

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	Cartes et Vignettes	0,79	0,70	0,22	<b>0,92</b>	<b>116,45%</b>	0,87	5,48%
	Produits des Obligations Cautionnées	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	-	0,00	-
	Produits des Crédits en Douane	0,01	0,01	0,00	<b>0,01</b>	<b>100,00%</b>	0,01	-
	Entrepôts Fictifs 10%	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	-	0,00	-
	Confiscations et Ventes en Douanes	3,37	6,06	0,43	<b>6,49</b>	<b>192,58%</b>	9,03	-2,54%
<b>TOTAL</b>		<b>4,17</b>	<b>6,77</b>	<b>0,65</b>	<b>7,42</b>	<b>177,94%</b>	<b>9,91</b>	<b>-25,13%</b>

*Source : OTR*

- *Taxes*

Les taxes, prévues pour 4,02 milliards de FCFA, ont été recouvrées à hauteur de 3,94 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit un taux de réalisation de 98,01% enregistrant ainsi une hausse de 0,51% par rapport à la même période de l'année 2018 comme illustré dans le tableau 7 ci-après :

**Tableau n° 7. Taxes recouvrées par le commissariat des douanes et droits indirects (en milliards de FCFA)**

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DES DROITS INDIRECTS	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80%	4,02	3,06	0,88	3,94	98,01	3,92	0,51%
<b>TOTAL</b>		<b>4,02</b>	<b>3,06</b>	<b>0,88</b>	<b>3,94</b>	<b>98,01</b>	<b>3,92</b>	<b>0,51%</b>

*Source : OTR*

- *Produits des amendes*

Pour une prévision annuelle de 0,75 milliard de FCFA de produits des amendes, les réalisations à fin décembre 2019 s'élèvent à 1,68 milliard de FCFA, soit un taux de 224,00% enregistrant une augmentation de 46,09% par rapport à la même période de l'année 2018 comme l'indique le tableau 8 ci-après:

**Tableau n° 8. Produits des amendes des Commissariats des impôts et des douanes (en milliards de FCFA)**

STRUCTURES	LIBELLES	LFR	Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
Commissariat des Impôts	Amendes & Pénalités	0,57	0,48	0,65	1,13	198,25%	0,82	37,80%
Commissariat des Douanes et Droits Indirects		0,19	0,45	0,1	0,55	289,47%	0,33	66,67%
<b>TOTAL</b>		<b>0,75</b>	<b>0,93</b>	<b>0,75</b>	<b>1,68</b>	<b>224,00%</b>	<b>1,15</b>	<b>46,09%</b>

*Source : OTR*

#### **b. Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont des recettes qui comportent une contrepartie directe. Elles sont d'origines diverses et représentent toutes les recettes qui ne sont liées ni à un impôt, ni à une taxe. Il s'agit des rémunérations pour services rendus, les revenus divers et les dividendes.

Pour une prévision annuelle de 69,44 milliards de FCFA, les recettes non fiscales recouvrées à fin décembre 2019 se chiffrent à 70,92 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102,13%. Considérant les recouvrements sur la gestion antérieure de 0,05 milliards de FCFA, le montant total des recettes non fiscales recouvrées s'élèvent à 70,97 milliards de FCFA.

Comparées aux recouvrements de fin décembre 2018 qui étaient de 92,99 milliards de FCFA, on note une diminution de 21,86 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 23,52%. Cette forte régression est imputable à la fois aux recettes issues des

compensations de la gestion de 2018 ainsi qu'au faible niveau de recouvrement des revenus de l'entreprise et du domaine en 2019.

**Tableau n° 9. Situation détaillée du recouvrement des recettes non fiscales  
(en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Réalisation 4<sup>e</sup> trimestre 2019</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Réalisation fin déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018 - 2019</b>
<b>Revenus de l'Entreprise et du Domaine</b>	<b>48,36</b>	<b>29,94</b>	<b>16,80</b>	<b>46,74</b>	<b>96,65%</b>	<b>68,99</b>	<b>-32,25%</b>
Produits et participations financières: dividendes	26,93	8,66	16,70	25,36	94,17%	27,86	-8,97%
Loyers d'immeuble	1,47	0,22	0,01	0,23	15,65%	0,40	-42,50%
Redevances téléphoniques	15,50	15,50	0,00	15,50	100,00%	37,63	-58,81%
Redevances minières	2,00	1,78	0,00	1,78	89,00%	1,99	-10,55%
Fonds Réhabilitation AIGE	2,10	3,54	0,00	3,54	168,57%	0,67	428,36%
Produits d'adjudication des biens réformés	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	-
Autres recettes (Contour Global)	0,33	0,24	0,09	0,33	100,00%	0,44	-25,00%
<b>Droits et frais administratifs</b>	<b>11,74</b>	<b>5,28</b>	<b>4,07</b>	<b>9,35</b>	<b>79,64%</b>	<b>6,05</b>	<b>54,55%</b>
Régies de recettes	8,14	3,28	2,25	5,53	67,94%	4,26	29,81%
ARTP	0,45	0,00	0,34	0,34	75,56%	0,20	70,00%
Dir. Générale de la Doc. Nationale (RDI)	1,50	0,80	1,00	1,80	120,00%	0,00	-
Groupe ANTASER-AFRIQUE au Togo	1,65	1,20	0,48	1,68	101,82%	1,59	5,66%
<b>Autres Recettes Non Fiscales</b>	<b>2,35</b>	<b>5,00</b>	<b>3,05</b>	<b>8,05</b>	<b>342,55%</b>	<b>10,68</b>	<b>-24,63%</b>
Prélèvement pour l'Apurement de la Dette du Secteur Pétrolier (PADSP)	0,00	0,00	1,36	1,36	-	9,62	-85,86%
Autres recettes non fiscales non ventilées ailleurs (SRT, recettes consulaires, divers reversements)	2,35	5,00	1,69	6,69	284,68%	1,06	531,13%
<b>Produits Exceptionnels</b>	<b>1,12</b>	<b>0,89</b>	<b>0,14</b>	<b>1,03</b>	<b>91,96%</b>	<b>1,28</b>	<b>-19,53%</b>
Recettes en atténuation de dépenses	1,12	0,89	0,14	1,03	91,96%	1,28	-19,53%
<b>Produits Financiers</b>	<b>5,87</b>	<b>5,53</b>	<b>0,22</b>	<b>5,75</b>	<b>97,96%</b>	<b>5,99</b>	<b>-4,01%</b>
Intérêts des placements	0,00	0,00	0,03	0,03	-	0,00	-
Commissions sur transferts de la Banque Centrale	5,12	5,12	0,00	5,12	100,00%	5,07	0,99%
Gains de change	0,45	0,22	0,15	0,37	82,22%	0,51	-27,45%
Autres Produits Financiers (intérêts sur prêts et commissions sur prêts récédés)	0,30	0,19	0,04	0,23	76,67%	0,41	-43,90%
<b>TOTAL</b>	<b>69,44</b>	<b>46,64</b>	<b>24,28</b>	<b>70,92</b>	<b>102,13%</b>	<b>92,99</b>	<b>-23,73%</b>

*Source : RGE*

- *Revenus de l'entreprise et du domaine*

Les revenus de l'entreprise et du domaine réalisés à fin décembre 2019 s'élèvent à 46,74 milliards de FCFA contre une prévision annuelle de 48,36 milliards de FCFA, soit un taux de 96,65%.

Comparées aux réalisations de la même période de l'année 2018 qui s'élevaient à 68,99 milliards de FCFA, on observe une diminution de 22,25 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 32,25%. Cette baisse s'explique essentiellement par le faible recouvrement des dividendes, des loyers d'immeubles et de redevances minières par rapport à la gestion passée.

- *Droits et frais administratifs*

Prévus pour un montant de 11,74 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs recouverts à fin décembre 2019 s'élèvent à 9,35 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 79,64%.

Le rapprochement de ces réalisations à celles de 2018 de la même période qui se chiffraient à 6,05 milliards de FCFA, fait ressortir une hausse de 3,30 milliards de FCFA, soit un taux d'accroissement de 54,54%. Cet accroissement s'explique par l'effort des différentes structures en charge du recouvrement desdites recettes notamment ANTASER, la redevance des documents d'identification (RDI) et les différentes régies de recettes.

- *Autres recettes non fiscales*

Les autres recettes non fiscales ont été recouvrées pour un montant de 8,05 milliards de FCFA contre une prévision annuelle de 2,35 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 342,55%.

Ces réalisations, comparées à celles de 2018 qui étaient de 10,68 milliards de FCFA, fait ressortir une baisse de 2,63 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 24,63% due essentiellement à la faible réalisation des produits du prélèvement pour l'apurement de la dette du secteur pétrolier (PADSP).

- *Produits exceptionnels*

Prévus pour 1,12 milliard de FCFA, ils comprennent les recettes en atténuation des dépenses. Elles ont été réalisées pour 1,03 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 91,96%.

- *Produits financiers*

Les produits financiers comprennent les intérêts des placements, les commissions sur transferts de la BCEAO, les gains de change et les autres produits financiers.

Pour une prévision annuelle de 5,87 milliards de FCFA, les réalisations à fin décembre 2019 se chiffrent à 5,75 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 97,96%.

Le rapprochement de ces réalisations à celles de la même période de 2018 qui se chiffraient à 5,99 milliards de FCFA, fait ressortir une légère baisse de 0,24 milliard de FCFA, soit un taux de régression de 4,01%.

### c. Les dons projets et les dons programmes

Le taux de recouvrement des dons projets et des dons programmes (appuis budgétaires) est de 97,78%, soit 122,43 milliards de FCFA pour une prévision de 125,21 milliards de FCFA. Ils ont enregistré une progression de 15,62% comparée à la même période de l'année 2018.

**Tableau n° 10. Dons projets et dons programmes (en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR	Cumul au 30 sept. 2019	Réalisation 4è trimestre 2019	Cumul au 31 déc. 2019	Taux de réalisation	Réalisation fin déc. 2018	Taux de variation 2018 - 2019
Dons projets	99,06	38,84	21,52	60,36	<b>60,93%</b>	72,71	<b>-16,99%</b>
Dons programmes	26,15	0,00	62,07	62,07	<b>237,36%</b>	33,18	<b>87,07%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>125,21</b>	<b>38,84</b>	<b>83,59</b>	<b>122,43</b>	<b>97,78%</b>	<b>105,89</b>	<b>15,62%</b>

*Sources : RGE, DDPF*

## 2. Les ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont des ressources provenant des produits de privatisation, des emprunts projets, des emprunts obligataires et d'autres emprunts.

Le taux de réalisation des ressources de trésorerie est de 93,35%, soit 525,38 milliards de FCFA pour une prévision de 562,79 milliards de FCFA. Les ressources de trésorerie ont enregistré une progression de 33,53% comparée à la même période de l'année 2018.

**Tableau n° 11. Ressources de trésorerie (en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Réalisation 4<sup>e</sup> trimestre 2019</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Réalisation fin déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018 - 2019</b>
Produits de privatisation	<b>48,26</b>	0,00	48,26	48,26	<b>100,00%</b>	0,00	-
Emprunts projets	<b>81,39</b>	31,67	30,43	62,10	<b>76,30%</b>	58,19	<b>6,72%</b>
Emprunts obligataires	<b>233,04</b>	247,50	22,00	269,50	<b>115,65%</b>	295,25	<b>-8,72%</b>
Autres emprunts	<b>200,10</b>	20,33	125,19	145,52	<b>72,72%</b>	40,02	<b>263,62%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>562,79</b>	299,50	225,88	<b>525,38</b>	<b>93,35%</b>	<b>393,46</b>	<b>33,53%</b>

*Sources : DGBF, TGE, DDPF*

### III. L'exécution des dépenses du budget général

Les dépenses du budget général sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

A fin décembre 2019, le taux d'exécution des dépenses du budget général est de 92,58%, soit un montant de 1 321,00 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles de 1 426,94 milliards de FCFA. Par rapport à la même période de l'année 2018, on constate une augmentation de 232,12 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux de variation positif de 21,31%.

**Tableau n° 12. Exécution globale des dépenses du budget général  
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR (1)	Cumul au 30 sept. 2019	Exécution 4 <sup>e</sup> trimestre	Cumul au 31 déc. 2019 (2)	Taux d'Exécution (3 = 2/1)	Exécution fin déc. 2018	Taux de variation 2018-2019
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>935,80</b>	<b>603,67</b>	<b>236,76</b>	<b>840,43</b>	<b>89,81%</b>	<b>786,59</b>	<b>6,84%</b>
Intérêts de la Dette Publique	78,15	75,82	-0,44	75,38	96,46%	70,35 <sup>1</sup>	7,15%
Dépenses en atténuation de recettes	84,26	65,25	18,90	84,15	99,87%	97,95	-14,09%
Dépenses de Personnel	211,73	160,83	53,78	214,61	101,36%	200,40	7,09%
Dépenses d'acquisition de biens et services	161,34	106,47	47,69	154,16 <sup>2</sup>	95,55%	109,37	40,95%
Dépenses de Transfert	125,72	103,10	17,58	120,68	95,99%	113,62	6,21%
Dépenses d'Investissement	274,59	92,19	99,26	191,45	69,73%	194,90	-1,77%
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>491,14</b>	<b>266,68</b>	<b>213,89</b>	<b>480,57</b>	<b>97,75%</b>	<b>302,29</b>	<b>58,98%</b>
Amortissement de la Dette	442,88	266,68	165,63	432,31	97,61%	302,29	43,01%
Diminution de la participation dans le capital de TOGOCOM	48,26	0,00	48,26	48,26	100,00%	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 426,94</b>	<b>870,35</b>	<b>450,65</b>	<b>1 321,00</b>	<b>92,58%</b>	<b>1 088,88</b>	<b>21,32%</b>

*Sources : SIGFIP, DDPF, DF*

<sup>1</sup> Les montants de la dette à fin décembre 2018 et 2019 ont été réévalués respectivement pour 70,35 milliards de FCFA et 75,38 milliards de FCFA ;

<sup>2</sup> Intègrent les dépenses de biens et services immobilisés d'un montant de 49,72 milliards de FCFA ordonnancées par la Direction des Finances et la Direction des services des FAT.

## 1. Les dépenses budgétaires

Selon l'article 11 de la LOLF n° 2014-013 du 27 juin 2014, les dépenses budgétaires de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Les dépenses ordinaires sont constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transfert courant et des dépenses en atténuation de recettes.

Les dépenses en capital comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et les dépenses de transfert en capital.

**Tableau n° 13. Exécution des dépenses budgétaires (en milliards de FCFA)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFR (1)</b>	<b>Cumul au 30 sept. 2019</b>	<b>Exécution 4<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>Cumul au 31 déc. 2019 (2)</b>	<b>Taux d'Exécution (3 = 2/1)</b>	<b>Exécution fin déc. 2018</b>	<b>Taux de variation 2018-2019</b>
<b>Intérêts de la Dette Publique</b>	78,15	75,82	-0,44	75,38	<b>96,46%</b>	70,35	7,15%
<b>Dépenses en atténuation de recettes</b>	84,26	65,25	18,90	84,15	<b>99,87%</b>	97,95	-14,09%
<b>Dépenses de Personnel</b>	211,73	160,83	53,78	214,61	<b>101,36%</b>	200,40	7,09%
<b>Dépenses d'acquisition de biens et services</b>	161,34	106,47	47,69	154,16	<b>95,55%</b>	109,37	40,95%
<b>Dépenses de Transfert</b>	125,72	103,10	17,58	120,68	<b>95,99%</b>	113,62	6,21%
<b>Dépenses d'Investissement</b>	274,59	92,19	99,26	191,45	<b>69,73%</b>	194,90	-1,77%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>935,80</b>	<b>603,67</b>	<b>236,76</b>	<b>840,43</b>	<b>89,81%</b>	<b>786,59</b>	<b>6,84%</b>

*Sources : SIGFIP, DDPF, DF*

Sur une prévision de 935,80 milliards de FCFA, les dépenses budgétaires exécutées à fin décembre 2019 s'élèvent à 840,43 milliards de FCFA, soit un taux de 89,81%. Elles enregistrent une hausse de 6,84% par rapport à l'exécution de la même période de l'année 2018 due essentiellement à une évolution significative des dépenses d'acquisition de biens et services.

Des mouvements de crédits peuvent modifier en cours d'exécution l'autorisation initiale donnée par le Parlement au moment du vote de la loi de finances. Ainsi, le budget est exécuté à partir des dotations finales qui correspondent aux prévisions de la loi de finances modifiées des mouvements de crédits intervenus après le vote. C'est sur cette base que sont calculés les taux d'exécution budgétaire.

L'exécution des dépenses est encadrée, dès leur engagement, par les fiches d'autorisation de dépenses. Elle est régulée suivant un taux d'ouverture des grandes natures de dépenses.

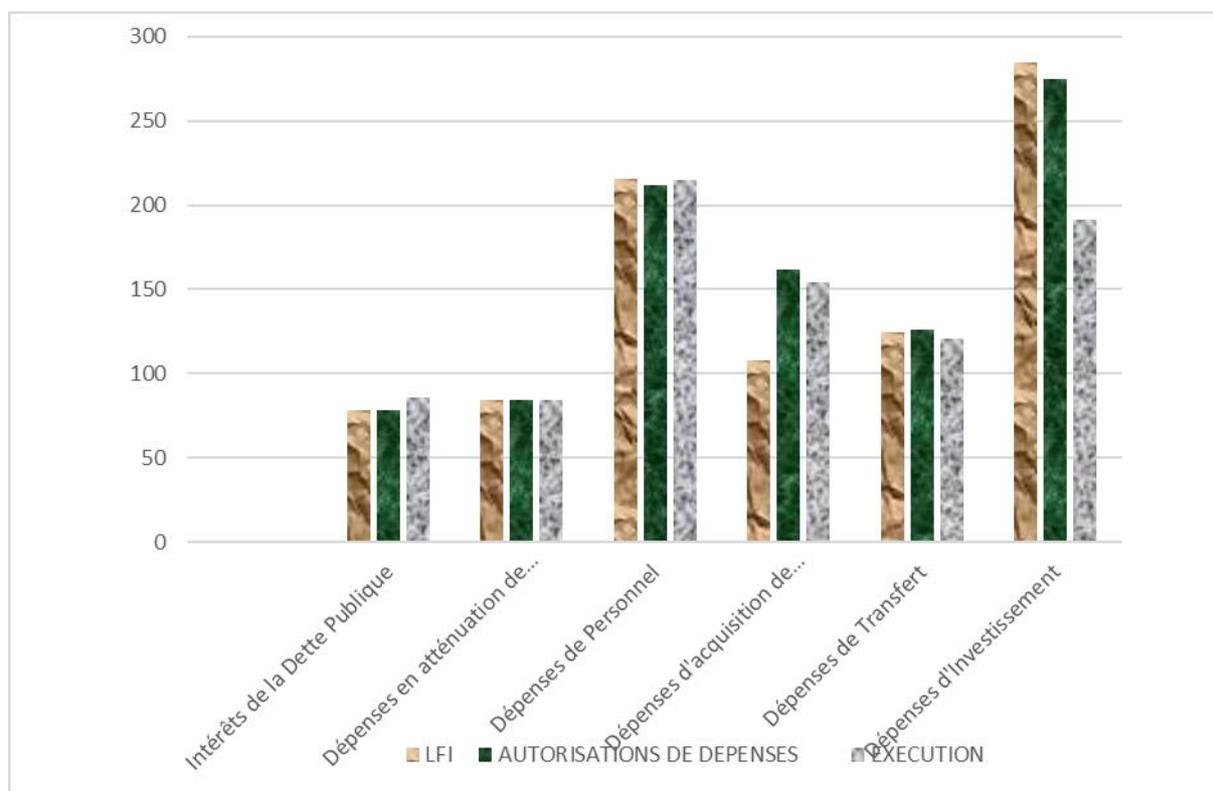
A fin décembre 2019, la part des dépenses autorisées ainsi que leur incidence sur l'exécution de la loi de finances sont retracées dans le tableau 14 suivant :

**Tableau n° 14. Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution budgétaire (en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR (1)	AUTORISATIONS DE DEPENSES (2)	31 décembre 2019			
			TAUX DE DEPENSES AUTORISEES (3 = 2/1)	EXECUTION (4)	TAUX D'EXECUTION (5 = 4/1)	TAUX D'EXECUTION DES DEPENSES AUTORISEES (6 = 4/2)
Intérêts de la Dette Publique	78,15	78,15	<b>100,00%</b>	75,38	<b>96,46%</b>	<b>96,46%</b>
Dépenses en atténuation de recettes	84,26	84,26	<b>100,00%</b>	84,15	<b>97,95%</b>	<b>97,95%</b>
Dépenses de Personnel	211,73	211,73	<b>100,00%</b>	214,61	<b>101,36%</b>	<b>101,36%</b>
Dépenses d'acquisition de biens et de services	161,34	161,34	<b>100,00%</b>	154,16	<b>95,55%</b>	<b>95,55%</b>
Dépenses de Transfert	125,72	125,72	<b>100,00%</b>	120,68	<b>95,99%</b>	<b>95,99%</b>
Dépenses d'Investissement	274,59	274,59	<b>100,00%</b>	191,45	<b>69,73%</b>	<b>69,73%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>935,80</b>	<b>935,80</b>	<b>100,00%</b>	<b>840,43</b>	<b>89,81%</b>	<b>89,81%</b>

*Sources : SIGFIP, DDPF*

**Graphique n°3. Incidence des autorisations de dépenses sur l'exécution**



*Source : DGBF*

Au titre du quatrième trimestre 2019, les dépenses sont autorisées à 100,00%. Sur les grandes natures de dépenses, les dépenses de personnel ont connu la plus forte exécution avec un taux de 101,36%.

Le tableau n°15 présente le taux d'exécution de chaque catégorie de dépenses définie par la LOLF aux différentes phases de la chaîne de la dépense.

**Tableau n° 15. Exécution des dépenses aux différentes phases de la chaîne de la dépense  
(en milliards de FCFA)**

LIBELLES	LFR (1)	31 décembre 2019					
		ENGAGEMENT (2)	TAUX D'EXECUTION (3= 2/1)	MANDATEMENT (4)	TAUX D'EXECUTION (5=4/1)	PRISE EN CHARGE (6)	TAUX D'EXECUTION (7=6/1)
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>935,80</b>	<b>942,07</b>	<b>100,67%</b>	<b>840,43</b>	<b>89,81%</b>	<b>840,43</b>	<b>89,81%</b>
Intérêts de la Dette Publique	78,15	85,86	<b>96,46%</b>	75,38	<b>96,46%</b>	75,38	<b>96,46%</b>
Dépenses en atténuation de recettes	84,26	84,15	<b>99,87%</b>	84,15	<b>99,87%</b>	84,15	<b>99,87%</b>
Dépenses de Personnel	211,73	214,70	<b>101,40%</b>	214,61	<b>101,36%</b>	214,61	<b>101,36%</b>
Dépenses d'acquisition de biens et services	161,34	243,03	<b>150,63%</b>	154,16	<b>95,55%</b>	154,16	<b>95,55%</b>
Dépenses de Transfert	125,72	122,88	<b>97,74%</b>	120,68	<b>95,99%</b>	120,68	<b>95,99%</b>
Dépenses d'Investissement	274,59	191,45	<b>69,73%</b>	191,45	<b>69,73%</b>	191,45	<b>69,73%</b>
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>491,14</b>	<b>480,57</b>	<b>97,85%</b>	<b>480,57</b>	<b>97,85%</b>	<b>480,57</b>	<b>97,85%</b>
Amortissement	442,88	432,31	<b>97,61%</b>	432,31	<b>97,61%</b>	432,31	<b>97,61%</b>
Diminution de la participation dans le capital de TOGOCOM	48,26	48,26	<b>100,00%</b>	48,26	<b>100,00%</b>	48,26	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 426,94</b>	<b>1 422,64</b>	<b>99,70%</b>	<b>1 321,00</b>	<b>92,58%</b>	<b>1 321,00</b>	<b>92,58%</b>

*Sources : DF, PGE, DDPF, SIGFIP, DNCF*

Les dépenses engagées et mandatées se chiffrent respectivement à 1 422,15 milliards de FCFA et 1 321,00 milliards de FCFA contre une prévision de 1426,94 milliards de FCFA, soit des taux d'exécution de 96,66% et 92,58%. Ces dépenses mandatées sont prises en charge à hauteur de 1 321,00 milliards de FCFA, soit un taux de 92,58%.

#### **a. Les charges financières de la dette**

Ce sont les intérêts versés aux créanciers pour le paiement des charges liées aux emprunts de l'Etat.

Pour une prévision de 78,15 milliards de FCFA, on a enregistré un paiement des intérêts de la dette dus par l'Etat à hauteur de 75,38 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,46%. Les intérêts de la dette réglés au 31 décembre 2019 ont connu une hausse de 7,15% par rapport à leur niveau de la même période en 2018.

## **b. Les dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel regroupent l'ensemble des dépenses auxquelles l'Etat fait face au titre de son engagement envers des personnes physiques dont il est juridiquement l'employeur et à qui il verse des émoluments, ainsi que toutes dépenses induites par ces versements.

Les dépenses de personnel comprennent principalement les traitements et salaires, les indemnités et primes, les prestations familiales et les cotisations patronales. Elles se composent de catégories à savoir le personnel civil, le personnel militaire et les dépenses communes.

L'ordonnement des dépenses de personnel pour le compte du dernier trimestre de l'année 2019 s'élève à 53,78 milliards de FCFA, soit 25,40% des prévisions annuelles arrêtées à 211,73 milliards de FCFA. Comparé à l'année 2018 où cet ordonnancement s'établissait à 59,04 milliards de FCFA à la même période, on note une régression de 5,26 milliards de FCFA, soit un taux négatif de 8,91%.

Le cumul des ordonnancements des dépenses de personnel à fin décembre 2019 s'élève à 214,61 milliards de FCFA, soit 101,36% des prévisions estimées à 211,73 milliards de FCFA. En 2018 et à la même période, ce montant se chiffrait à 200,40 milliards de FCFA. On note une augmentation de 7,09%.

L'effectif du personnel ayant émargé sur le budget général au cours de la période est passé de 48 297 agents le 30 septembre 2019 à 49 867 agents à fin décembre 2019, faisant apparaître une hausse de l'effectif de 3,25%, soit 1 570 agents. (cf. état des entrées et sorties.

## **c. Les dépenses d'acquisition des biens et services**

Ce sont des dépenses qui servent à l'achat des biens et services destinés au fonctionnement des services administratifs.

Le niveau d'ordonnement des dépenses d'achat des biens et services au dernier trimestre de l'année 2019 est arrêté à 154,16 milliards de FCFA, équivalant à un taux de 95,55% par rapport aux prévisions de l'année, estimées à 161,34 milliards de FCFA.

Rapporté à l'année 2018 où le niveau desdites dépenses se situait à 109,37 milliards de FCFA à la même période, il en résulte une variation à la hausse de 40,95%.

#### **d. Les dépenses de transfert**

Les dépenses de transfert correspondent aux sommes que l'Etat alloue à d'autres personnes (publiques ou privées), sans que celles-ci aient rendu effectivement des services économiques. Il s'agit des transferts aux autres administrations publiques, aux institutions à but non lucratif, aux ménages et des bourses.

Au 31 décembre 2019, les dépenses de transfert sont ordonnancées à 120,68 milliards de FCFA, représentant 95,99% des prévisions annuelles fixées à 125,72 milliards de FCFA. A la même période en 2018, ces dépenses sont ordonnancées à hauteur de 113,62 milliards de FCFA dégageant un taux de variation positif de 6,21%.

#### **e. Les dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement sont des dépenses publiques concernant la création de biens nouveaux qui se traduisent par un enrichissement. Elles sont financées par des ressources internes et des ressources externes.

L'ensemble des dépenses ordonnancées à fin décembre 2019 s'élève à 191,45 milliards de FCFA pour une prévision de 274,59 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 69,72%. A la même période de l'année dernière, ce taux était de 62,84%.

Le montant total des dépenses ordonnancées sur les ressources internes s'élève à 68,99 milliards de FCFA pour une prévision de 94,14 milliards de FCFA, soit un taux de 73,28%. (cf. tableau 18).

Les ressources externes proviennent des emprunts projets, des dons projets et des dons programmes. Les demandes de décaissement visées en partie par la DDPF au 31 décembre 2019 sur les ressources externes se chiffrent à 122,46 milliards de FCFA contre une prévision de 180,45 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 67,86% sur la base des informations disponibles telles que renseignées dans le tableau 17.

Les décaissements sur les dons projets s'élèvent à 60,36 milliards de FCFA contre une prévision de 99,06 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 60,93% (cf. annexe 2).

Les décaissements sur les emprunts projets s'élèvent à 62,10 milliards de FCFA contre une prévision de 81,39 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 76,30%. (cf. annexe 3).

L'exécution de l'ensemble des dépenses d'investissement par secteur se présente comme l'indique le tableau 16 ci-après :

**Tableau n° 16. Tableau récapitulatif des exécutions des investissements publics par fonction (en milliards de FCFA)**

Fonctions	31 décembre 2019		
	Prévision	Exécution	Taux d'exécution
Services généraux des administrations publiques	64,78	42,00	<b>64,83%</b>
Défense	0,31	0,31	<b>100,00%</b>
Ordre et sécurité publics	5,43	2,91	<b>53,59%</b>
Affaires économiques	137,28	102,49	<b>74,66%</b>
Protection de l'environnement	8,19	3,42	<b>41,76%</b>
Logement et équipements collectifs	4,02	2,61	<b>64,93%</b>
Santé	26,06	14,12	<b>54,18%</b>
Loisirs, culture et culte	3,94	1,47	<b>37,31%</b>
Enseignement	8,11	7,39	<b>91,12%</b>
Protection sociale	16,48	14,71	<b>89,26%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>274,59</b>	<b>191,45</b>	<b>69,72%</b>

*Sources : DGBF / DDPF*

L'exécution des dépenses d'investissement par fonction et par source de financements externe et interne se présente comme l'indique respectivement les tableaux 17 et 18.

**Tableau n° 17. Exécution du PIP par fonction sur ressources externes (en milliards de FCFA)**

Fonctions	31 décembre 2019		
	Prévision	Exécution	Taux d'exécution
Services généraux des administrations publiques	22,95	12,27	<b>53,46%</b>
Défense	0,00	0,00	-
Ordre et sécurité publics	4,88	2,53	<b>51,84%</b>
Affaires économiques	91,83	68,30	<b>74,38%</b>
Protection de l'environnement	7,77	3,10	<b>39,90%</b>
Logement et équipements collectifs	3,43	2,13	<b>62,10%</b>
Santé	25,72	13,79	<b>53,62%</b>

<b>Loisirs, culture et culte</b>	1,86	0,00	<b>0,00%</b>
<b>Enseignement</b>	6,69	6,33	<b>94,62%</b>
<b>Protection sociale</b>	15,31	14,02	<b>91,57%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>180,44</b>	<b>122,46</b>	<b>67,87%</b>

*Sources : DGBF / DDPF*

**Tableau n° 18. Exécution du PIP par fonction sur ressources internes  
(en milliards de FCFA)**

<b>Fonctions</b>	<b>31 décembre 2019</b>		
	<b>Prévision</b>	<b>Exécution</b>	<b>Taux d'exécution</b>
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	41,83	29,73	<b>71,07%</b>
<b>Défense</b>	0,31	0,31	<b>100,00%</b>
<b>Ordre et sécurité publics</b>	0,55	0,38	<b>69,09%</b>
<b>Affaires économiques</b>	45,45	34,20	<b>75,25%</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	0,42	0,33	<b>78,57%</b>
<b>Logement et équipements collectifs</b>	0,59	0,48	<b>81,36%</b>
<b>Santé</b>	0,33	0,33	<b>100,00%</b>
<b>Loisirs, culture et culte</b>	2,08	1,47	<b>70,67%</b>
<b>Enseignement</b>	1,41	1,07	<b>75,89%</b>
<b>Protection sociale</b>	1,16	0,69	<b>59,48%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94,14</b>	<b>68,99</b>	<b>73,28%</b>

*Sources : DGBF/DDPF*

## **2. Les charges de trésorerie**

Elles portent sur le remboursement des amortissements de la dette publique.

D'un montant prévisionnel de 491,14 milliards de FCFA, les amortissements remboursés à fin décembre 2019 s'élèvent 480,57 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,85% (cf. Tableau 15).

## IV. L'exécution des comptes spéciaux du Trésor (CST)

Des Comptes spéciaux peuvent être ouverts par une loi de finances pour retracer les opérations effectuées par les services de l'Etat. Au titre de la gestion 2019, seuls les comptes d'affectation spéciale ont été ouverts. Ils comprennent :

- le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) ;
- le Fonds spécial pour le développement de l'habitat (FSDH) ;
- le Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT) ;
- le Fonds national du développement forestier (FNDF).

**Tableau n° 19. Situation de l'exécution des comptes d'affectation spéciale (CAS) (en milliards de FCFA)**

CAS	LF (1)	Recettes	Dépenses (2)	Taux d'exécution (3=2/1)
<b>FNAFPP</b>	1,42	0,69	0,69	48,59%
<b>FSDH</b>	1,42	0,69	0,69	48,59%
<b>FPDT</b>	0,25	0,29	0,29	116,00%
<b>FNDF</b>	0,10	0,28	0,28	280%
<b>TOTAL</b>	<b>3,19</b>	<b>1,95</b>	<b>1,95</b>	61,13%

*Source : PGE*

Pour une prévision de 3,19 milliards de FCFA, les recettes recouvrées ainsi que les dépenses exécutées s'élèvent à un même montant de 1,95 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation des recettes et d'exécution des dépenses de 61,13%.

## V. Le solde budgétaire

---

Sur la base des encaissements et ordonnancements effectués, la situation de l'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019 se présente comme suit:

- des recettes de 1 343,78 milliards de FCFA contre une prévision de 1 426,94 milliards de FCFA, soit un taux de 94,17%;
- des dépenses de 1 321,00 milliards de FCFA contre une prévision de 1 426,94 milliards de FCFA, soit un taux de 92,58%;
- du solde général d'exécution positif de 22,78 milliards de FCFA.

**Tableau n° 20. Situation résumée de l'exécution du budget de l'Etat**

LIBELLES	31 décembre 2019			Taux de variation 2018-2019
	LFR (1)	EXECUTION (BASE ORDONNANCEMENT) (2)	TAUX D'EXECUTION (3= 2/1)	
<b>RECETTES DU BUDGET GENERAL (a)</b>	<b>1 426,94</b>	<b>1 343,78</b>	<b>94,17%</b>	<b>16,56%</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>864,16</b>	<b>818,40</b>	<b>94,70%</b>	<b>7,78%</b>
Recettes fiscales	669,50	625,00	93,35%	11,54%
Recettes non fiscales	69,44	70,97	102,20%	-23,68%
Dons projets	99,06	60,36	60,93%	-16,99%
Dons programmes	26,15	62,07	237,36%	87,07%
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>562,79</b>	<b>525,38</b>	<b>93,35%</b>	<b>33,53%</b>
Produits de privatisation	48,26	48,26	100,00%	-
Autres emprunts	200,10	145,52	72,72%	33,53%
Emprunt obligataire	233,04	269,50	115,65%	-8,72%
Emprunts projets	81,39	62,10	76,30%	6,72%
<b>DEPENSES DU BUDGET GENERAL (b)</b>	<b>1 426,94</b>	<b>1 321,00</b>	<b>92,58%</b>	<b>21,27%</b>
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>935,80</b>	<b>840,43</b>	<b>90,93%</b>	<b>8,18%</b>
Dépense de personnel	211,73	214,61	101,36%	7,09%
Intérêts sur la dette	78,15	75,38	96,46%	7,15%
Dépenses en atténuation de recettes	84,26	84,15	99,87%	-14,09%
Dépenses d'acquisition de biens et services	161,34	154,16	95,55%	40,95%
Dépenses de transfert	125,72	120,68	95,99%	6,21%
Dépenses d'investissement	274,59	191,45	69,73%	-1,77%
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>491,14</b>	<b>480,57</b>	<b>97,85%</b>	<b>58,98%</b>
Amortissement de la dette et arriérés	442,88	432,31	97,61%	43,01%
Diminution de la participation dans le capital de Togocom	48,26	48,26	100,00%	-
<b>Solde du budget général (c = a - b)</b>	<b>0,00</b>	<b>22,78</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Recettes des CST(d)</b>	<b>3,19</b>	<b>1,95</b>	<b>61,13%</b>	<b>-26,42%</b>
<b>Dépenses des CST (e)</b>	<b>3,19</b>	<b>1,95</b>	<b>61,13%</b>	<b>-26,42%</b>
<b>Solde des CST (f = d - e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>0,00</b>	<b>22,78</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Source : SIGFIP

# CONCLUSION

---

L'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019 dégage un solde positif de 22,78 milliards de FCFA résultant des recettes encaissées pour 1 343,78 milliards de FCFA, des dépenses ordonnancées à hauteur de 1 321,00 milliards de FCFA et du solde nul des Comptes spéciaux du trésor.

Les taux d'exécution des intérêts de la dette publique, des dépenses d'atténuation de recettes, des dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement s'élèvent respectivement à 96,46%, 99,87%, 101,36%, 95,55% et 69,73%.

# ANNEXES

---

**Annexe n° 1. Tableau des effectifs des agents effectivement payés de la fonction publique à fin décembre 2019**

	<b>Premier trimestre</b>	<b>Deuxième trimestre</b>	<b>Troisième trimestre</b>	<b>Quatrième trimestre</b>	<b>Total</b>
<b>A1</b>	15 773	15 813	15 936	16 047	<b>63 569</b>
<b>A2</b>	32 242	32 937	32 812	33 432	<b>131 423</b>
<b>A3</b>	50	67	124	468	<b>709</b>
<b>B</b>	69 278	68 970	68 901	72 792	<b>279 941</b>
<b>C</b>	14 189	13 644	13 065	12 704	<b>53 602</b>
<b>D</b>	12 557	12 281	12 095	12 024	<b>48 957</b>
<b>Contractuels</b>	714	689	756	429	<b>2 588</b>
<b>Contractuels AN</b>	142	93	93	205	<b>533</b>
<b>Total</b>	<b>144 945</b>	<b>144 494</b>	<b>143 782</b>	<b>148 101</b>	<b>-</b>

*Source : DF*

**Annexe n° 2. Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des dons  
(en milliards de FCFA)**

Sources de Financement	Prévisions	Exécutions fin décembre 2019	Taux d'exécution
AFD	6,60	2,69	40,76%
BM	24,87	20,31	81,66%
BAD	11,28	5,74	50,89%
BIT	0,55	0,03	5,45%
PAM	0,10	0,00	27,27%
OMC	0,39	0,43	110,26%
FMLSTP	13,78	7,21	52,32%
Fonds coréen	0,63	0,11	17,46%
FDS GAVI	1,13	0,34	30,09%
AFD	6,60	2,69	40,76%
OMS	0,49	0,00	0,00%
PNUD	1,32	0,36	27,27%
FIDA	1,33	2,28	171,43%
Allemagne	0,13	0,00	0,00%
Egypte	24,87	20,14	80,98%
JICA	7,29	7,59	104,12%
KFW	13,69	0,39	2,85%
AIEA	0,07	0,00	0,00%
BADEA	0,07	0,3	428,57%
ONUDI FEM/FONDS MONDIAL	0,03	0,03	100,00%
GIZ	1,80	0,73	40,56%
FCPF/GIZ/BM	0,94	0,59	62,77%
UEMOA	0,92	0,02	0,00%
UNESCO	0,00	0,00	0,00%
FEM	1,96	0,10	5,10%
UNFPA	1,17	1,21	103,42%
PNUE	0,03	0,00	0,00%
UE	5,15	4,66	90,49%
RFA	2,58	1,04	40,31%
UNFPA	1,17	1,21	103,42%
UNOPS	0,59	0,71	120,34%
<b>TOTAL</b>	<b>99,06</b>	<b>60,36</b>	<b>60,93%</b>

*Source : DDPF*

**Annexe n° 3. Tableau détaillé sur les prévisions et décaissements des emprunts  
(en milliards de FCFA)**

<b>Sources de Financement</b>	<b>Prévision</b>	<b>Exécution fin décembre 2019</b>	<b>Taux d'exécution</b>
BAD	8,25	6,85	83,03%
BADEA	4,57	1,74	38,07%
BID	15,19	6,98	45,95%
BOAD	12,94	8,73	67,47%
KFW/BOAD	0,20	0,06	30,00%
BIDC	2,38	0,05	2,10%
EXIM BANK Chine	2,02	7,88	390,10%
EXIM BANK Inde	1,46	3,10	212,33%
FSD	1,28	0,00	0,00%
CHINE	1,85	0,00	0,00%
FIDA	1,27	1,68	133,33%
UEMOA	0,77	0,00	0,00%
Fonds ABU DHABI	0,77	0,00	0,00%
Fonds Koweit	0,20	0,00	0,00
UE	0,50	0,00	0,00%
OFID	2,37	0,00	0,00%
BM	24,10	25,03	103,86%
FKDEA	1,26	0,00	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>81,39</b>	<b>62,10</b>	<b>76,30%</b>

*Source : DDPF*